

Dossier

La crise nucléaire iranienne

par Georges Le Guelte

Directeur de recherche à l'Institut des Relations internationales et stratégiques.

La crise actuelle concernant le programme nucléaire de l'Iran s'est ouverte à la fin de l'été 2002 lorsqu'une organisation politique iranienne, hostile au régime en place à Téhéran, a publiquement dénoncé l'existence à Natanz d'une installation destinée à l'enrichissement de l'uranium, et dont personne n'avait entendu parler auparavant. Cependant, l'intérêt de l'Iran pour l'énergie nucléaire est beaucoup plus ancien, puisque, comme une quarantaine d'autres États, ce pays a reçu des États-Unis, en 1967, un petit réacteur destiné à des recherches, et qui a permis à quelques spécialistes de se familiariser avec les techniques nucléaires. En adhérant parmi les tout premiers au Traité de non-prolifération (TNP) le 2 février 1970, l'Iran a pris l'engagement de ne pas essayer de se procurer d'armes, et de mettre toutes ses installations nucléaires sous le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Quelques repères historiques

Comme plusieurs autres pays producteurs de pétrole, l'Iran se lance dans des projets de grande ampleur au milieu des années 70. L'afflux de pétrodollars, après le premier choc pétrolier de 1973, permet au Shah de lancer un vaste programme nucléaire, dont l'objectif est de doter le pays de plusieurs grandes centrales productrices d'électricité. Un contrat a ainsi été signé en 1974 avec la firme allemande Siemens pour la fourniture de deux réacteurs de 900 mégawatts électriques (MWe) à Bushehr, et une option pour la fourniture de deux autres réacteurs de même puissance. Un deuxième contrat a été signé avec le constructeur français Framatome pour la réalisation de deux autres réacteurs de 900

MWe à Darquouine, et un peu plus tard, l'Iran a prêté 1 milliard de dollars à la France pour financer la construction de l'usine d'enrichissement d'uranium Eurodif, située près de Montélimar.

Il est très vraisemblable que le Shah a songé aussi à doter son pays de l'arme nucléaire, mais il a sans doute estimé que le prix politique à payer serait trop élevé au moment où l'administration Carter était lancée dans une politique de non-prolifération très rigoureuse. Il faut souligner qu'aucun des projets qui viennent d'être mentionnés ne représentait une étape vers l'acquisition d'armes nucléaires. La fabrication d'un engin explosif rudimentaire exige la possession d'environ 8 kilogrammes de plutonium, ou de 25 kilos d'uranium enrichi à 95 %. Or s'ils avaient été construits, les réacteurs commandés par l'Iran, placés sous le contrôle de l'AIEA, auraient certes produit du plutonium, mais il aurait été inutilisable tant que les Iraniens ne disposaient pas d'une usine de retraitement permettant d'extraire ce plutonium des combustibles. Quant au prêt de 1 milliard de dollars, il permettait à l'Iran de recevoir une certaine quantité d'uranium enrichi à 3 %, nécessaire pour fabriquer les combustibles de ses centrales, mais sans intérêt pour faire une bombe. Il donnait aussi aux Iraniens des actions dans une société financière, COFIDIF, et lui permettait de siéger au conseil d'administration, avec par conséquent un certain regard sur la gestion des fonds prêtés. Mais les Iraniens n'ont eu, à aucun moment, accès aux techniques d'enrichissement utilisées par Eurodif, ni au fonctionnement de l'usine. Par conséquent, à la fin des années 70, et malgré le lancement de ce vaste programme électro-nucléaire, les Iraniens n'avaient pas fait le moindre pas vers la production des matières fissiles nécessaires à la fabrication d'une arme.

En 1978, la révolution islamique renverse le Shah et, très vite, l'ayatollah Khomeiny décide de mettre fin à la construction des centrales (les deux réacteurs prévus à Bushehr sont alors réalisés à environ 70 ou 75 %) et interdit, pour des raisons religieuses ou idéologiques, la poursuite de toute activité nucléaire en Iran. Cette situation se poursuit officiellement jusqu'à la mort de Khomeiny en 1989. Le gouvernement iranien estime alors qu'il serait absurde de laisser inachevées des constructions très largement entamées, et décide de terminer la réalisation des réacteurs de Bushehr. À partir de ce moment s'amoncellent les erreurs et les fautes, commises aussi bien par les pays occidentaux que par les Iraniens, et dont la conjonction aboutit à la dangereuse crise actuelle.

Les fautes des Occidentaux

Depuis la révolution islamique de 1978, les États-Unis refusent d'avoir quelque contact que ce soit avec le gouvernement iranien, et appliquent à l'Iran des sanctions économiques assez rigoureuses. Il semble qu'à Washington, une partie au moins des responsables, confiants dans les déclarations d'Iraniens en exil, ont d'abord pensé que le régime allait s'effondrer spontanément dans des délais très rapides, et qu'il suffisait d'attendre sa chute. Dans une large mesure, l'attitude des États-Unis a ensuite été guidée par la rancœur éprouvée par tous les Américains à la suite de la prise d'otages dans l'ambassade des États-Unis à Téhéran, en 1978. Pendant des années, le comportement de la diplomatie américaine a été inspiré par le souvenir de l'humiliation subie et la volonté de punir les auteurs de ce crime. Ces sentiments n'ont sans doute pas disparu, mais ce qui l'emporte aujourd'hui, en particulier dans l'entourage du président George W. Bush, semble être le refus de discuter avec un pays qui « soutient le terrorisme international », dont le président parle de rayer Israël de la carte et dont la technique de négociation préférée est le chantage.

Pendant toute la durée de la guerre entre l'Iran et l'Irak, de 1980 à 1988, les Occidentaux ont plutôt accordé leur soutien à l'Irak, sans lui permettre cependant de l'emporter de façon décisive, et les attentats commis à Paris en 1986 par des agents iraniens avaient apparemment pour objet de mettre fin au soutien accordé à Saddam Hussein par le gouvernement français. Ni les Américains ni les Européens n'ont protesté, si ce n'est pour la forme, lorsque Saddam Hussein a utilisé des armes chimiques contre les troupes iraniennes ; il semble même que certains Européens, et peut-être des firmes américaines, aient fourni les agents chimiques employés par l'armée irakienne. Pendant la présidence de Reagan, les ventes clandestines d'armes américaines à l'Iran, qui seront à l'origine de l'*Irangate*, n'ont pas fait oublier les visites très chaleureuses de Donald Rumsfeld à Saddam Hussein.

Lorsque les Iraniens ont voulu, en 1990, terminer la construction des réacteurs, de Bushehr, les États-Unis ont refusé que Siemens ou toute autre entreprise occidentale intervienne sur ce chantier. Cette décision n'était conforme ni aux dispositions du TNP ni aux règles adoptées par le Groupe des fournisseurs nucléaires dont les États-Unis font partie. Finalement, l'Iran a conclu, en 1995, un accord avec la Russie pour l'achèvement des deux réacteurs, dont l'un devait être terminé en 2006, mais il sera retardé, officiellement pour des raisons techniques.

Surtout, la « Nuclear Posture Review », datant de janvier 2002, inclut l'Iran dans la liste des pays qui peuvent faire l'objet de frappes préventives, éventuellement nucléaires, et cette déclaration a été reprise dans tous les documents publiés ultérieurement, par le gouvernement américain ou par la Maison Blanche, sur la sécurité des États-Unis. Ces menaces, et celles qui ont été proférées par le président George W. Bush contre les pays de « l'axe du mal », permettent aux Iraniens de soutenir, officiellement, que la possession d'armes nucléaires est pour eux le seul moyen de se protéger contre une agression américaine. Le discours de Jacques Chirac, le 19 janvier 2006, sur les nouvelles missions de la force nucléaire française, suivi immédiatement d'une déclaration du chef d'état-major des armées, considérant que l'Iran était une menace pour notre pays, a été considéré par les Iraniens comme une menace directe pour la sécurité de leur pays.

Fautes des Iraniens

La liste est longue, par conséquent, des erreurs commises depuis vingt-cinq ans par les Occidentaux dans leurs rapports avec l'Iran ; mais cela ne peut ni justifier ni excuser les fautes commises par les Iraniens eux-mêmes. La prise d'otages est une opération injustifiable pour quelque raison que ce soit, elle l'est encore plus quand les otages sont des membres d'une ambassade. Il a fallu des siècles pour faire accepter l'idée d'immunité des représentants d'un autre pays. En quelques heures, les manifestants iraniens ont, en 1979, détruit deux des étapes les plus importantes dans la construction de la civilisation. Le soutien apporté par le gouvernement iranien à des groupes criminels responsables d'attentats aveugles, et plus récemment les déclarations du président Ahmadinejad sur Israël, sont des fautes tout aussi graves.

Dans le domaine nucléaire, les agissements des Iraniens sont également répréhensibles. Si l'on en croit leurs déclarations, ils veulent enrichir de l'uranium uniquement pour pouvoir un jour fabriquer eux-mêmes les combustibles destinés à leur réacteur de Bushehr et ne plus dépendre d'un fournisseur étranger. Leurs activités seraient donc purement pacifiques, et autorisées par l'article IV du Traité de non-prolifération. Cependant, cette version des faits n'est pas conforme à la réalité. Le programme nucléaire en cours a été lancé en 1985, à une date où l'Iran était en guerre contre l'Irak, et où il n'avait aucune perspective d'exploiter un réacteur pour produire de l'électricité. Les travaux ont été menés dans le plus grand secret, et l'Iran a acheté les connaissances

techniques et les équipements nécessaires pour enrichir l'uranium à un réseau de trafiquants dirigé par le Pakistanais Abdel Kader Khan.

Pendant dix-huit ans, les Iraniens ont réussi à dissimuler au monde entier et à l'AIEA ce qu'ils étaient en train de faire, et ils n'ont admis l'existence de leurs installations clandestines que quand elle a été révélée, pendant l'été 2002 par une organisation opposée au régime de Téhéran. Depuis cette date, le gouvernement iranien n'a pas cessé de mentir à l'AIEA, et de l'empêcher d'avoir une vision complète de l'ensemble de ses activités. C'est grâce à d'autres sources que l'Agence a eu connaissance de l'acquisition par les Iraniens, auprès du réseau du Pakistanais Khan, des techniques de fabrication de demi-sphères d'uranium métallique, qui ne peuvent avoir aucune espèce d'utilité pour des activités pacifiques, mais dont le rôle est bien connu pour des applications militaires. Elle a appris aussi que l'Iran projette de construire un petit réacteur à eau lourde, qui n'a aucune utilité dans le programme civil invoqué par les Iraniens, mais qui pourrait produire un excellent plutonium militaire. En outre, les Iraniens sont parvenus à empêcher les inspecteurs de l'AIEA de vérifier s'ils ont ou non fait des recherches sur la partie conventionnelle d'une arme nucléaire, et dans le rapport remis au Conseil de sécurité de l'ONU le 28 avril 2006, le Directeur général de l'AIEA indique que l'Iran se serait procuré, auprès d'un autre pays, une certaine quantité d'uranium enrichi, dont il serait difficile d'expliquer quel pourrait être le rôle dans un programme civil. En d'autres termes, il n'y a pas actuellement de preuve formelle que les Iraniens sont engagés dans un projet de fabrication d'un engin nucléaire explosif, mais il existe un faisceau de présomptions convergentes, montrant que les activités entreprises depuis vingt ans par les Iraniens n'ont pas d'autre cohérence que la fabrication d'une bombe.

Quelques précisions juridiques

Pour tenter de justifier ses actions, le gouvernement iranien a mis au point un argumentaire très habile, dont l'objet est de démontrer que l'Iran n'a pas manqué à ses obligations juridiques, et que le traitement qui lui est infligé est discriminatoire et injuste. Ce plaidoyer exige un examen attentif.

Un premier élément doit être tout de suite écarté. Pendant quelque temps, des groupes de pression américains ont soutenu qu'un pays ayant des réserves de pétrole et surtout de gaz naturel, aussi vastes que celles de l'Iran, n'a aucun besoin de produire de l'électricité d'origine nucléaire.

Pour eux, puisque l'opération est économiquement absurde, la décision des Iraniens de mettre en marche le réacteur de Bushehr prouve à elle seule que l'Iran essaye de se procurer la bombe. Les Français auraient plus de difficultés à soutenir ce raisonnement, puisque ce sont les gens qui étaient au gouvernement en 1974-1975 qui ont expliqué au Shah que le pétrole était un bien trop précieux et trop rare pour être brûlé ; il fallait exporter ce qui était produit, ménager les réserves pour les générations à venir, et produire de l'électricité d'origine nucléaire. En réalité, l'évaluation de l'intérêt que l'Iran peut avoir à produire de l'électricité en brûlant son pétrole ou en construisant des centrales nucléaires exige un arbitrage très difficile entre le court et le long terme, et cet arbitrage ne peut être fait que par les Iraniens eux-mêmes. S'il fallait prendre des sanctions contre tous les pays dont le gouvernement prend des décisions économiquement absurdes, le commerce international serait considérablement désorganisé. En toute hypothèse, ces considérations d'ordre économique ne peuvent servir de preuve pour démontrer que les activités nucléaires de l'Iran ont pour but de fabriquer des armes.

L'argument utilisé par les Américains était d'autant plus injustifié que les Iraniens ne pourraient absolument rien faire du plutonium produit à Bushehr puisqu'ils n'ont pas d'usine de retraitement et qu'il n'est pas question d'en construire. Au surplus, pour mettre un terme à cette querelle, les Russes, qui se sont chargés d'achever la construction du réacteur, ont conclu avec l'Iran un contrat stipulant qu'ils fourniront le combustibles de la centrale pendant dix ans, et éventuellement pendant toute la durée de fonctionnement du réacteur, et que les combustibles irradiés devront être renvoyés en Russie. Il n'y aura donc pas de plutonium sur le territoire iranien, pas même contenu dans des combustibles. Les États-Unis ne soutiennent plus aujourd'hui que le réacteur de Bushehr est dangereux ; au contraire, les propositions faites à l'Iran par les trois pays Européens (Allemagne, France, Grande-Bretagne), avec l'accord des États-Unis, prévoit spécifiquement la fourniture de réacteurs électronucléaires semblables à ceux qui sont construits en Europe.

Cette querelle sans fondement menée pendant plusieurs années aux États-Unis et reprise par plusieurs groupes de pression en Europe, a permis au gouvernement iranien d'entretenir une confusion complète sur l'enjeu du problème en invoquant leur « droit à l'énergie nucléaire ». Ce qui est en cause en réalité n'est pas la construction ou le fonctionnement de centrales qui ne peuvent que fournir de l'électricité, mais la construction d'une usine d'enrichissement de l'uranium qui peut servir

aussi bien pour alimenter leur centrale que pour fabriquer des bombes. Or les Iraniens peuvent parfaitement, comme bon nombre d'autres pays, utiliser des réacteurs sans avoir leur propre usine d'enrichissement, qui est un peu aux réacteurs ce qu'une usine de raffinage est à une automobile. Même si la comparaison n'est pas tout à fait exacte, beaucoup de gens conduisent leur voiture sans posséder leur propre gisement de pétrole ou leur propre usine de raffinage. Sur ce terrain le plaidoyer iranien est bien peu fondé : si l'objectif est de s'affranchir des pressions éventuelles qu'un fournisseur étranger pourrait exercer sur l'Iran, il faudrait aussi que les Iraniens construisent leur propre usine de fabrication de combustibles, ce qui serait complètement irréaliste s'agissant d'alimenter un seul, ou même un petit nombre de réacteurs.

Il reste que l'Iran invoque un argument juridique à l'appui de son argumentation : l'article IV du TNP garantit à ses signataires le droit inaliénable de « ...développer la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques... », et les Iraniens affirment que cela autorise leurs activités actuelles. Ce n'est pas certain, car on ne peut retenir d'un traité les dispositions qui vous conviennent et rejeter les autres. Or le traité comporte aussi un article II prévoyant que les pays non dotés d'armes (ce qui est le cas de l'Iran) s'engagent à ne pas en fabriquer ou en acquérir de toute autre manière. Sur le du « juridisme », le droit des Iraniens n'est pas clairement défini : le traité reconnaît indéniablement à l'Iran le droit de produire de l'énergie nucléaire, donc de construire et d'exploiter des réacteurs. Lui accorde-t-il le droit de construire une usine d'enrichissement ? En d'autres termes, le « droit à l'énergie nucléaire » signifie-t-il le droit d'enrichir de l'uranium ? Il n'y a pas de réponse parfaitement claire à cette question.

En réalité, la crise iranienne ne peut pas être réduite à une querelle de clercs de notaire, c'est une question essentiellement politique. En dissimulant ses activités pendant près de vingt ans, en continuant de mentir aux inspecteurs de l'AIEA et en leur interdisant l'accès à des installations où des activités illicites pourraient se dérouler, en allant s'approvisionner auprès d'un réseau clandestin dirigé par le Pakistanais Khan, qui a aussi vendu clandestinement ses services à la Corée du Nord et à la Libye (jusqu'en 2003), en faisant l'acquisition d'équipements qui ne peuvent avoir d'autre utilisation que la fabrication d'une bombe, les Iraniens ont perdu toute crédibilité lorsqu'ils prétendent que leurs activités sont purement civiles, et ils ne peuvent retrouver une certaine crédibilité qu'en mettant fin à leurs travaux d'enrichissement.

La discrimination dont l'Iran se prétend victime n'est pas plus réelle. Il est vrai que l'Inde, Israël et le Pakistan disposent d'armes nucléaires sans que la communauté internationale le leur reproche. Cependant, aucun de ces trois pays n'a adhéré au TNP et n'a donc pris l'engagement de ne pas essayer d'acquérir des armes. L'Iran est presque depuis l'origine signataire du Traité, il a pris l'engagement de ne pas fabriquer d'armes nucléaires, et ce qui lui est demandé est de respecter ses obligations. Il est vrai, et l'Iran a raison de le souligner, que le Traité prévoit aussi que les cinq États dotés d'armes¹ s'engagent à désarmer, et il est exact que l'hypocrisie et la mauvaise foi des grandes puissances ne mérite aucune excuse ni aucune circonstance atténuante. Mais les fautes des uns ne peuvent compenser celles des autres, et ce n'est pas en fabriquant des armes nucléaires que l'Iran obtiendra que les États-Unis, la Russie ou la France respectent leurs obligations dans ce domaine. Au demeurant, il semble paradoxal d'affirmer que le programme iranien est purement pacifique et de soutenir que l'Iran a bien le droit d'avoir des armes puisque les autres pays conservent les leurs. Tout ce dossier, repris par les groupes de pression iraniens est habile, et c'est un excellent argumentaire pour spécialistes en communication, mais il ne vaut pas plus.

Les enjeux politiques

Si les Iraniens parviennent à se procurer des armes nucléaires, la question se posera de savoir si l'Égypte, l'Arabie saoudite, voire la Turquie, peuvent accepter que l'Iran devienne la grande puissance de la région, non seulement grâce à ses réserves de pétrole et de gaz, par l'influence politique qu'il exerce sur certains mouvements chiites, mais aussi sur le plan de ses capacités militaires. Si au contraire un ou plusieurs de ces États jugeaient nécessaire de se lancer eux aussi dans un programme nucléaire militaire, la situation dans une région déjà particulièrement turbulente n'en serait pas améliorée. Il vaut mieux ne

1. Les cinq États dotés d'armes sont aussi les cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Cependant, contrairement à une idée très répandue, surtout en France, il n'y a pas de lien logique entre les deux notions. Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité ont été nommés par la Charte de l'ONU, signée le 26 juin 1945, ce sont les pays vainqueurs de la Seconde guerre mondiale. Les cinq pays dotés d'armes sont définis par le Traité de non-prolifération, signé le 1^{er} juillet 1968. Ce sont les États qui ont expérimenté un engin nucléaire explosif avant le 1^{er} janvier 1967.

pas essayer d'imaginer ce que serait un Moyen-Orient où quatre ou cinq pays détiendraient des armes.

L'enjeu de la crise nucléaire iranienne dépasse de beaucoup le cadre purement régional. Actuellement, huit États disposent d'armes nucléaires sans avoir violé leurs engagements internationaux. Tous les autres pays, dont l'Iran, se sont engagés à ne pas essayer d'en acquérir. Parmi eux, l'Argentine, le Brésil, l'Afrique du Sud, ont abandonné des programmes plus ou moins avancés. Les installations clandestines de l'Irak ont été détruites sous le contrôle de l'AIEA après la première guerre du Golfe. Les Républiques de l'ancienne URSS avaient toutes des armes nucléaires sur leur territoire, et elles ont accepté de les renvoyer en Russie. La Suisse, la Suède, ont, à un moment de leur histoire, étudié les avantages et les inconvénients d'un projet nucléaire militaire, et elles ont finalement décidé de ne pas l'entreprendre. La Corée du Sud, Taiwan, ont même fait quelques recherches clandestines sur les techniques d'enrichissement de l'uranium ou de l'extraction du plutonium, avant de renoncer à aller plus loin. D'autres États, comme l'Allemagne, le Japon, les Pays-Bas, l'Espagne, le Canada, pour n'en citer que quelques-uns, auraient facilement, s'ils le voulaient, les moyens scientifiques, techniques, industriels et financiers, de réaliser rapidement un arsenal nucléaire.

Si la Corée du Nord et l'Iran sont amenés à renoncer à leurs projets, les pays qui, à l'avenir, seraient tentés de les imiter, hésiteront sans doute beaucoup avant de se lancer dans une aventure onéreuse et vouée à l'échec. Si au contraire, ils arrivent à leurs fins sans que les autres pays les en empêchent, on peut craindre que le régime de non-prolifération devienne rapidement caduc. S'il est prouvé que le système juridique en vigueur peut être violé sans que cela entraîne de conséquences pour le coupable, il risque d'être rapidement remplacé par un régime d'anarchie, c'est-à-dire la loi de la jungle, où le plus fort exerce sa domination sans aucune retenue.

Il y a là un danger d'autant plus réel qu'en son temps, c'est-à-dire dans les années 70 et une partie des années 80, un certain nombre de pays industriels avancés ont accepté d'adhérer au Traité de non-prolifération en pensant que leur sécurité serait mieux assurée si leurs voisins ne possédaient pas d'armes que si eux-mêmes en fabriquaient. Ils pourraient bien réétudier leur attitude si d'autres pays pouvaient fabriquer des armes en violation du traité et sans que la communauté internationale réagisse. On ne pourrait alors exclure le risque qu'à terme, vingt-cinq ou trente États puissent déclencher un conflit nucléaire. Ce serait d'autant plus grave que déjà, selon un spécialiste, l'ensemble des arsenaux nucléaires

dans le monde représente déjà, aujourd'hui, une capacité de destruction équivalant à 2,5 tonnes d'un explosif conventionnel, le TNT, pour chaque être humain vivant.

Une équation difficile

En tenant compte des informations disponibles en août 2006, il semble peu probable que l'Iran puisse produire une arme dans des délais très brefs². Si tous les autres moyens échouent, il est possible qu'un jour seul le recours à la force soit envisageable, et dans ce cas, les États-Unis ne devraient pas être les seuls à se poser la question. Ce moment n'est heureusement pas venu, et le temps qui reste devrait être mis à profit pour trouver une solution pacifique. Tout en se gardant de faire des prévisions, il est possible d'essayer de comprendre la façon dont le problème va se poser pour les différents acteurs. Les données d'ordre commercial, concernant les approvisionnements en pétrole ou les ventes d'armes en particulier devront être écartées : elles sont d'une importance majeure, mais comme il est totalement impossible de prévoir dans quelle mesure elles pourront interférer avec les considérations politiques, toute tentative de les réintroduire dans l'équation serait vaine. Par exemple, des sanctions sur les exportations de pétrole iranien auraient des répercussions très lourdes sur le prix du brut, et pénaliseraient certains États par rapport à d'autres, mais elles auraient aussi des conséquences très dommageables pour l'Iran. En outre, il est possible d'imaginer des sanctions qui frappent individuellement les dirigeants iraniens sans apporter de gêne à la population. Il n'est pas possible non plus, évidemment, de tenir compte des négociations discrètes qui, du moins peut-on l'espérer, se déroulent entre plusieurs des participants, et qui ne seront connues du public qu'au mieux dans plusieurs années.

Au point où le dossier est parvenu, il semble que la situation ne puisse plus être débloquée que par les États-Unis ou par la Russie. La Russie est l'un des principaux fournisseurs de l'Iran pour les équipements

2. Il serait déraisonnable de tenter une évaluation plus précise, tant le nombre de paramètres qui peuvent accélérer ou ralentir les travaux est élevé. Rendue prudente par son expérience désastreuse en Irak, la CIA parlait de 5 à 10 ans. Le Mossad, plus pessimiste, avançait plutôt 3 ans. En réalité, ce ne sont là que des conjectures fondées sur des évaluations très fragiles. En outre, certains parlent du temps nécessaire pour produire les 25 kilogrammes d'uranium très enrichi nécessaires pour fabriquer une bombe ; d'autres se réfèrent au temps nécessaire pour fabriquer un engin explosif ; d'autres enfin, s'efforcent de calculer dans combien de temps les Iraniens pourraient disposer d'une ogive capable d'équiper un missile balistique.

nucléaires, les avions commerciaux, les armes conventionnelles³, et elle entend préserver ce marché. Moscou compte aussi sur le soutien ou la neutralité de Téhéran en Tchétchénie, et plus largement, dans ses opérations contre les groupes islamistes en Asie centrale. Une alliance avec l'Iran est aussi pour Moscou un moyen d'exercer une influence au Moyen-Orient alors que, depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, les États-Unis ont essayé de l'écarter de cette région. Il faut ajouter que les Russes ne sont sans doute pas mécontents de compenser les revers que les États-Unis leur ont fait subir en intégrant à l'OTAN plusieurs pays d'Europe centrale ou orientale, en soutenant leurs adversaires en Ukraine, ou en implantant des bases militaires en Asie centrale, dans des pays que la Russie considère comme faisant partie de sa zone d'influence. Tous ces éléments expliquent le soutien accordé par Moscou à Téhéran, ou au moins le refus de lui appliquer des sanctions.

Mais en même temps, la Russie n'accepterait sans doute pas facilement qu'un pays frontalier comme l'Iran dispose d'armes nucléaires. Les Russes n'ont pas été très satisfaits du rejet par les Iraniens de la proposition qu'ils avaient faite d'enrichir en Russie l'uranium nécessaire au programme nucléaire civil iranien. Ils ne peuvent pas non plus sembler soutenir les déclarations les plus hystériques du président Amadinejad. Enfin, ils peuvent difficilement terminer la construction du réacteur de Bushehr et livrer son combustible, c'est-à-dire poursuivre dans ce domaine des activités lucratives avec l'Iran, tant que la crise actuelle ne sera pas réglée. Jusqu'à présent, les Russes se sont efforcés de concilier ces préoccupations contradictoires, mais s'ils n'ont pas compromis leurs intérêts, ils n'ont pas non plus remporté de succès marquants. Plus le temps passe, plus ils risquent d'être obligés de choisir entre des inconvénients, risquer de perdre un client, ou laisser des voisins aussi remuants que les Iraniens acquérir des armes nucléaires, et peut-être provoquer une situation incontrôlable au Moyen-Orient et dans le monde entier.

La solution à la crise iranienne se trouve vraisemblablement à Washington, entre autres dans le calendrier américain. Il n'est pas exclu qu'une négociation directe entre les États-Unis et l'Iran soit capable de résoudre le problème, si les Américains acceptaient de reconnaître le régime en place à Téhéran et de réintroduire l'Iran dans l'ensemble de la

3. Un contrat est semble-t-il en cours pour la fourniture à Téhéran de moyens de défense anti-aérienne très avancée ; et ce pourrait être un élément capital, si les États-Unis sont décidés à lancer des frappes préventives contre l'Iran : ils pourraient être incités à le faire avant que cette défense soit installée.

vie internationale en échange de sa renonciation aux armes nucléaires, comme cela s'est passé avec la Libye. Plus exactement, il ne sera certain que l'Iran est absolument déterminé à poursuivre ses activités nucléaires militaires, sans accepter aucune espèce de compromis, que si les États-Unis faisaient une proposition de ce genre. Cela exigerait d'abord que l'administration Bush soit convaincue qu'une solution militaire aboutirait à un désastre, et ensuite qu'elle puisse espérer le soutien de l'Iran pour sortir du chaos irakien, si les deux pays parvenaient à une forme de compromis.

Le calendrier politique américain va encore compliquer les choses. Les États-Unis sont en campagne électorale pour les élections au Congrès au mois de novembre. Bush peut-il, sans perdre des voix chez les Républicains, faire un geste en direction de leur bête noire, qu'il plaçait il y a peu parmi les États de « l'axe du mal » ? Le problème ne sera pas plus simple après les élections de novembre. George W. Bush n'est pas rééligible, il n'a plus rien à gagner ni à perdre, si ce n'est le souvenir qu'il laissera dans l'histoire. Il peut choisir, comme il l'a fait pour l'Irak, d'écouter la voix de Dieu qui le soutenait dans sa décision d'envahir un pays où ne se trouvait aucune « arme de dissuasion massive ». Il peut même être persuadé que c'est pour lui un devoir sacré, considérer que lui seul peut prendre une décision aussi grave et aussi indispensable, car son successeur n'osera pas le faire. Il peut, au contraire, lancer une offensive diplomatique en direction de l'Iran : même si cela lui vaut l'hostilité des Républicains les plus extrémistes, cela ne peut plus avoir pour lui de conséquences électorales, et les Démocrates seraient bien embarrassés de critiquer sa décision.

S'il n'est pas possible de compter sur Vladimir Poutine pour faire les sacrifices nécessaires, seule une initiative majeure de George W. Bush, totalement opposée à tout ce qu'il a fait et à toutes les mesures qu'il a prises depuis son arrivée à la Maison Blanche permettrait peut-être de sortir de l'impasse. C'est dire à quel point une issue satisfaisante à la crise iranienne semble actuellement peu probable. À défaut, tous les pays, et pas seulement les États-Unis, la Russie ou la Chine, devront choisir entre deux solutions également dangereuses : ou bien laisser l'Iran acquérir des armes nucléaires, avec le risque d'ouvrir la voie à nombre d'autres États et de créer une situation incontrôlable au Moyen-Orient, ou bien se résoudre à des frappes préventives contre l'Iran, avec les conséquences désastreuses que cela entraînerait.

Georges Le Guelte.